

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

**RÉPONSES À LA DEMANDE
DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉES À
TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES
GOUVERNEMENTAUX**

(VOLUME 2 DE 2 – PARTIES 35 À 63)

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

35. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
36. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
37. Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
 - a) la dépense totale (opération et capital) ;
 - b) les grands dossiers en cours ;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
43. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en

vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

44. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

45. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

46. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

47. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

48. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

49. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

50. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernementale de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;

52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
53. Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
54. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022:
 - a) Les sommes dépensées;
 - b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
 - c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
55. Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :
 - a) Le total des sommes dépensées;
 - b) Le nom des fournisseurs retenus;
 - c) La liste des contrats.
56. Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
57. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
 - a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
58. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 :
 - a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
59. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
60. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
 - a) Nombre de stagiaires reçus;
 - b) Heures de stages effectués;
 - c) Rémunération totale déboursée.
61. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

62. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.
63. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Il n'y a eu aucune prime de départ pour l'année 2021-2022 pour le personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ ou montant pour bris de contrat n'a été versé en 2021-2022.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucun montant n'a été versé pour prime de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat au cours de l'année financière 2021-2022.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Un montant total de 1 950 \$ a été versé en primes de départ en 2021-2022.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme

RÉPONSE

Il n'y pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) Le tableau ci-dessous présente les sommes dépensées (opération et capital) qui couvrent la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 :

Sommes dépensées 2021-2022 (k\$)	
Opération (Fonctionnement)	Capital (Investissement)
5 206,3	1 986,2

- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- d), e) La réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) Les ressources informatiques sont fournies en fonction d'une entente entre le Comité et le Ministère, laquelle stipule qu'elles sont incluses dans le budget du Ministère.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>)
- d), e) La réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a. La dépense totale au cours de l'année financière 2021-2022 est de 48 319,91 \$.
- b. Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>).
- d. , e) La réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours ;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
- d) préciser le nombre en équivalence ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

a) La dépense totale du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 est de 1 606 877,00 \$.

Année	Dépenses d'opération	Dépenses capitalisables	Total
2021-2022	1 241 877,00 \$	365 000,00 \$	1 606 877,00 \$

* Les montants indiqués pour l'année 2021-2022 sont des prévisions, étant donné que l'année financière de l'ITHQ se termine le 30 juin.

- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- d) , e) La réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes
Veuillez-vous référer à la réponse de la question ES-9C pour la réponse.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D’HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

- a) La dépense totale relative au paiement des cotisations à une association au 28 février 2022 est de 1 544,54 \$.
- b) La liste est la suivante :
 - Risk and Insurance Management Society (RIMS)
 - Public risk Management Association (PRIMA)
 - European Association for international Education (EAIE)
 - Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme (GRAEP)

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

Le Comité n'a engagé aucune dépense en paiement de cotisation à une association professionnelle pour l'année 2021-2022.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

La Commission n'a engagé aucune dépense en paiement de cotisation à une association professionnelle au cours de l'année financière 2021-2022.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;

En 2021-2022, 8 personnes ont bénéficié de paiements à une association (ordre ou corporation), pour une dépense totale de 7 452,81 \$.

- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;

Liste des associations auxquelles des cotisations ont été payées en 2021-2022 :

Organisme
Conseil de réglementation des consultants en immigration du Canada
Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec (CBPQ)
Barreau du Québec
Ministère de la Justice – commissaires à l’assermentation
Ordre des comptables professionnels agréés
Ordre des conseillers et conseillères d’orientation du Québec
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

RÉPONSE

Firme	Nature	Montant
Léger Marketing inc.	Sondage en ligne auprès de 800 étudiants (cégeps et universités) âgés de 16-29 ans – Vaccination COVID-19	12 000,00 \$
Tact Intelligence-Conseil	Consultation publique sur la liberté universitaire réalisée par la Commission scientifique et technique indépendante sur la reconnaissance de la liberté académique dans le milieu universitaire auprès des professeurs et chargés de cours, du 9 juin au 9 juillet 2021.	21 832,20 \$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

RÉPONSE

Le Comité n'a réalisé ni sondage, ni enquête d'opinion en 2021-2022.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

RÉPONSE

- e) En 2021-2022, la Commission a réalisé des sondages à l'aide de l'outil en ligne de Survey Monkey.
- f) Le coût total lié à ces sondages est de 413,91 \$.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

RÉPONSE

Sondages réalisés en 2021-2022

	Sujet	e) Firme retenue	f) Coûts
1	Sondages sur la satisfaction du client envoyé après chaque visite au Restaurant de l'ITHQ	Libro	Aucun
2	Sondages sur la satisfaction du client – Ateliers SAQ	Uexpertise	Aucun
3	Sondages sur la satisfaction du client - Perfectionnement	Uexpertise	Aucun
4	Sondages sur la satisfaction du client – 100 % accueillant	Uexpertise	Aucun
5	Sondages sur la satisfaction du client - Hygiène et salubrité alimentaires	Uexpertise	Aucun
6	Sondages sur la satisfaction du client – Action service	Uexpertise	Aucun
7	OPC	Uexpertise	Aucun
8	Sondage sur le mode de déplacement entre la maison et l'ITHQ auprès des employés et étudiants.	Fait par l'interne	Aucun
9	Sondage de satisfaction des professeurs suite aux activités de développement organisées lors des journées pédagogiques	Aucune	Licence annuelle d'utilisation Microsoft Forms
10	Sondages sur la satisfaction des participants aux Rendez-vous virtuels du GastronomiQc Lab	Aucune	Licence annuelle d'utilisation Survey Monkey
11	Sondage auprès des membres du RADEC (réseau des responsables des associations de diplômés de l'Est du Canada) afin de comparer les structures organisationnelles et leur gestion ainsi que les services offerts aux diplômés	Aucune	Licence annuelle d'utilisation Survey Monkey
12	Sondage de satisfaction auprès des diplômés ayant participé à la cérémonie de remise des diplômes du 8 novembre 21	Aucune	Licence annuelle d'utilisation Survey Monkey
13	Sondages sur l'appréciation de chaque activité pédagogique et de l'enseignement, pour tous les cours	Aucune	2250 \$ pour la licence du logiciel Sphinx
14	Sondage « Relance des sortants » : 1 fois par année, pour les finissants	Aucune	Aucun
15	Sondage sur les besoins des professeurs en termes de conseil pédagogique	Aucune	Licence annuelle d'utilisation Microsoft Forms
16	Sondages auprès des étudiants et des professeurs pour l'évaluation et le bilan de programmes d'études	Aucune	Licence annuelle d'utilisation Microsoft Forms

	Sujet	e) Firme retenue	f) Coûts
17	Sondage « Aide-nous à te connaître », auprès des nouveaux étudiants	Aucune	Licence annuelle d'utilisation Microsoft Forms
18	Sondage d'appréciation pour la « journée Portes ouvertes virtuelles »	Aucune	Licence annuelle d'utilisation Survey Monkey

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant;

Pour l'année 2021-2022 :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant

Dépenses publicitaires	Pourcentage des dépenses publicitaires - médias communautaires	Montant
Promotion l'Aide financière aux études	4,41 %	4 190,53 \$
Promotion du programme de bourses Perspective Québec	4,0 %	4 500 \$

- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant

Dépenses publicitaires	Pourcentage des dépenses publicitaires - Internet et médias sociaux	Montant
Concours Chapeau, les filles! et son volet Excelle science	78,20 %	13 401,18 \$
Prix de la Ministre en Enseignement supérieur	100 %	472,22 \$
Promotion du programme de bourses Perspective Québec	84,82 %	69 896,97 \$
Promotion l'Aide financière aux études	78,98 %	75 107,65 \$
Promotion de l'offre éducative québécoise à l'internationale	90,83 %	105 794,73 \$
Placements sponsorisés dans les réseaux sociaux - Facebook	100 %	830,39 \$
Placements sponsorisés dans les réseaux sociaux sur LinkedIn	100 %	260,54 \$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

Le Comité n'a engagé aucune dépense publicitaire en 2021-2022.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

Aucune dépense publicitaire n'a été réalisée au cours de l'année financière 2021-2022.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes les dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

Pour l'année 2021-2022 :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant :
 - compte tenu des objectifs de recrutement d'étudiants et des cibles, aucune dépense n'a été effectuée dans un média communautaire.
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant :
 - 77,9 % ; 214 073 \$.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Aucun montant n'a été dépensé en 2021-2022.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été engagée.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

La Commission n'a effectué aucune dépense à cet effet en 2021-2022.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédit carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

L'ITHQ n'a procédé à aucun achat de crédit carbone en 2021-2022.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.

RÉPONSE

La réponse aux sous-questions b) et c) sera donnée par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du trésor.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor .

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor .

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

RÉPONSE

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 6.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

RÉPONSE

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question n° 6.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

RÉPONSE

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question n° 6.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

RÉPONSE

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question n° 6.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

RÉPONSE

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

RÉPONSE

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

RÉPONSE

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

RÉPONSE

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

La consigne visant la compensation financière aux employés en télétravail dans le contexte d'urgence sanitaire a été transmise aux employés le 4 mars 2021. La période couverte par la réclamation est rétroactive du 13 mars 2020 jusqu'à la fin de l'urgence sanitaire (date indéterminée à ce jour).

Les sommes dépensées par le MES en date du 28 février 2022 sont de 73 138,52 \$.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucune somme n'a été dépensée en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail en 2021-2022.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Le remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail au cours de l'année financière 2021-2022 s'élève à 3 204,84 \$.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucun remboursement aux employés effectué pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externe en la matière.

RÉPONSE

- a) Le ministère de l'Enseignement supérieur a dépensé 28 169,53 \$ en mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale.
- c) Le ministère de l'Enseignement supérieur a dépensé 28 169,53 \$ spécifiquement en ressources externes en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offre du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

- a) Aucun contrat n'a été octroyé ni aucune somme dépensée en 2021-2022.
- c) Aucun contrat n'a été octroyé ni aucune somme dépensée en 2021-2022.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca> / ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

- a) Aucune somme n'a été dépensée concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale au cours de l'année financière 2021-2022;
- c) Aucune somme n'a été dépensées en ressources externes en matière de santé mentale au cours de l'année financière 2021-2022.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) Les sommes dépensées ;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

- a) Les sommes dépensées :

Un montant annuel de 10 000 \$ est prévu pour un programme d'aide aux employés et à leur famille. Au 28 février 2022, le montant total dépensé était de 6 548 \$. Cependant, étant donné la nature confidentielle des services, il n'est pas possible d'isoler la portion de ce montant qui a été consacrée à des services en santé mentale.

- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière :

Un montant annuel de 10 000 \$ est prévu pour un programme d'aide aux employés et à leur famille. Au 28 février 2022, le montant total dépensé était de 6 548 \$. Cependant, étant donné la nature confidentielle des services, il n'est pas possible d'isoler la portion de ce montant qui a été consacrée à des services en santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées ;
- b) Le nom des fournisseurs retenus ;
- c) La liste des contrats.

RÉPONSE

- a) Le total des sommes dépensées :
 - 207 490 \$
- b) La liste des fournisseurs retenus :
 - Service d'entretien d'édifices Allied.
 - Les entreprises Fervel Inc.
- c) La liste des contrats :
 - Contrat DB 14225
 - Contrat DB 23854

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

Le Ministère n'a reçu aucune visite d'inspecteur de la CNESST dans ses établissements.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

Aucune mesure de ce type n'a été mise en place en 2021-2022.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été effectuée concernant la mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST au cours de l'année financière 2021-2022.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

En 2021-2022, il n'y a eu aucune visite de la CNESST dans les locaux de l'ITHQ. En conséquence, aucune dépense n'a été engagée après une telle visite.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

RÉPONSE

Deux contrats ont fait l'objet d'une autorisation spécifique du dirigeant d'organisme en vertu de l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Montant du supplément	Montant total incluant le supplément	Motif de la demande
IMDS Canada Inc.	24 000,90 \$	24 000,90 \$	48 001,80 \$	En août 2021, le MES se voit dans l'obligation de procéder à l'ajout d'un nouveau document (communiqué), élément non-connu lors de l'octroi du contrat, et requis dans le cadre de la mesure COVID. L'ajout de ce document paramétré, combiné aux modifications fonctionnelles au système Contact assurera au MES de compléter la livraison prévue à la fin d'octobre et ainsi, aider les banques et le MES dans la gestion des intérêts des prêts étudiants.
Paquette & Associés, huissiers de justice S.E.N.C.R.L.	20 677,00 \$	20 000,00 \$	40 677,00 \$	Suivant la signature du contrat le 29 juin 2021, le montant prévu initialement était grandement insuffisant. Considérant que Paquette & Associés détient un large éventail de dossiers étant déjà débutés, avant la mise en place du contrat et, lorsqu'un dossier est ouvert aux procédures judiciaires, un huissier est attribué pour la signification desdites procédures et demeure la personne ressource pour toutes les procédures à signifier dans le futur. Ainsi, il appert qu'une partie du montant initial prévu au contrat a servi à rembourser des factures concernant des procédures judiciaires dont Paquette & Associés agissait déjà à titre de représentant.

Source : Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

RÉPONSE

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation spécifique du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en 2021-2022.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

RÉPONSE

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation spécifique du président de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial en 2021-2022 en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

INSTITUT DE TOURISME ET D’HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d’autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi ;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi ;
- d) le montant accordé ;
- e) les motifs de la demande ;

RÉPONSE

Un contrat en 2021-2022 a fait l’objet d’une autorisation spécifique du dirigeant de l’organisme en vertu de l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi	d) le montant accordé	e) les motifs de la demande
ROCART Construction inc.	52 634,00 \$	Dépense supplémentaire pour les travaux de modification de l’espace 1.08 de l’ITHQ, en raison de changements autorisés en cours de réalisation du projet. La nature des services demeure inchangée.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et les organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Comité	Mandat	Liste des personnes	Honoraires
Comité d’expertes sur la maîtrise de la langue française	<ul style="list-style-type: none">• Proposer des recommandations au MES afin d’améliorer la maîtrise de la langue française chez les étudiantes et les étudiants du collégial, en vue de favoriser leur réussite scolaire au collégial et, le cas échéant, à l’université;• Proposer des recommandations quant aux diverses modalités d’évaluation de la maîtrise de la langue française pouvant favoriser la réussite des étudiantes et des étudiants.	<ul style="list-style-type: none">• Marie-Claude Boivin• Godeliva Debeurme• Lison Chabot <p>Durée du mandat : 4 mois Date de début : 1^{er} octobre 2021 Date de fin : 31 janvier 2022</p>	Marie-Claude Boivin : 8 000 \$ Godeliva Debeurme : 30 000 \$ Lison Chabot : 30 000 \$
Comité de transition interordres pour la rentrée d’automne 2021 au collégial	<ul style="list-style-type: none">• Établir les actions à mettre en place au MES et dans les collèges pour favoriser la transition entre le secondaire et le collégial dans le contexte extraordinaire de la pandémie de Covid-19	<ul style="list-style-type: none">• Fédération des cégeps;• Cégep Édouard Montpetit;• Cégep Lionel Groulx;• Association des collèges privés du Québec• Collège de Valleyfield• Séminaire de Sherbrooke;• Cégep de Chicoutimi;• Marie-Josée Laroque, MES;• Chantale Dumont, MES;• Esther Blais, MES;• Pascale Pruneau, MES;• Marie-Christine Morency, MES	Aucun
Comité MES-collèges pour la passation de l’épreuve en ligne à la session d’hiver 2021	<ul style="list-style-type: none">• Établir les modalités de passation de l’épreuve uniforme de littérature et langue d’enseignement en ligne dans le contexte	<ul style="list-style-type: none">• Collège Bart;• Séminaire de Sherbrooke;• Cégep Bois de Boulogne;• Cégep de Granby;• Cégep Garneau;• Cégep de Rivière-du-Loup;	Aucun

	extraordinaire de la pandémie de Covid-19	<ul style="list-style-type: none">• Yanick Pouliot, MES;• Ferhat Badis, MEQ;• Chantale Dumont, MES;• Catherine Bégin, MES;• Isabelle Lemoine, MEQ;• Saël Gagné-Ouellet, MES	
Comités-conseils <ul style="list-style-type: none">• de la formation générale• des programmes d'études préuniversitaires de l'épreuve uniforme de littérature et langue d'enseignement	Formuler des recommandations au MES et plus particulièrement : <ul style="list-style-type: none">• dresser un état de situation de la formation générale, les programmes d'études ou l'épreuve uniforme• proposer l'exécution de travaux;• superviser les processus préalables à une révision;• proposer des mécanismes de soutien à l'implantation de changements apportés à l'épreuve uniforme ou à une composante d'un programme d'études	Entre 4 et 7 directions des études des cégeps Entre 1 et 3 directions des études des collèges privés subventionnés Entre 1 et 4 enseignants de la discipline de la formation générale ou du programme d'études 3 représentants d'universités pour les programmes d'études préuniversitaires; 1 à 3 représentants du Service de la formation préuniversitaire, dont sa directrice qui est la présidente du Comité Le cas échéant : 1 représentant d'un ministère ou d'un organisme affilié 2 représentants du marché du travail 1 représentant du Service de la formation technique	Aucun
Comités d'enseignantes et d'enseignants <ul style="list-style-type: none">• des disciplines de la formation générale• des programmes d'études préuniversitaires	<ul style="list-style-type: none">• donner des avis au comité-conseil sur les questions qui lui sont soumises;• donner des avis au comité-conseil au moment de l'élaboration ou de la révision d'une composante d'un programme d'études;• participer au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation d'une composante d'un programme d'études• élaborer des propositions d'examens, à partir de banques de textes et de sujets potentiels• valider les propositions d'examens des comités de sélection	Pour chaque établissement offrant le programme d'études, un enseignant délégué par son collègue; 1 représentant de Service de la formation préuniversitaire et de la recherche Pour l'épreuve uniforme, quatre enseignantes ou enseignants, recrutés par appel de candidatures dans le réseau 1 représentant de Service de la formation préuniversitaire et de la recherche	Aucun
Comité consultatif	Répondre à des besoins	Ministère de	Aucun

sur la santé mentale étudiante en enseignement supérieur	ponctuels concernant le déploiement du Plan d’action sur la santé mentale étudiante en enseignement supérieur 2021-2026.	<p>l’Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none">• Mariannik Toutant, chef d’équipe des affaires étudiantes• Christian Lavoie, Directeur des affaires étudiantes• Elizabeth Pépin, conseillère aux affaires étudiantes <p>Réseau collégial public</p> <ul style="list-style-type: none">• Cégep de Saint-Laurent• Cégep de Saint-Jérôme• Fédération des cégeps• Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu• Cégep régional de Lanaudière <p>Réseau collégial privé</p> <ul style="list-style-type: none">• Collège LaSalle• Association des collèges privés du Québec (ACPQ) <p>Réseau universitaire</p> <ul style="list-style-type: none">• Centre de santé et de consultation psychologique, Université de Montréal• Centre RBC d’expertise universitaire en santé mentale destiné aux enfants, adolescents et aux jeunes adultes, Université de Sherbrooke• Services aux étudiants, Université du Québec à Chicoutimi• Service de la vie étudiante, Université du Québec à Montréal• Réseau de l’Université du Québec – siège social <p>Fédérations étudiantes</p> <ul style="list-style-type: none">• Union étudiante du Québec (UEQ)• Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP)• Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)	
--	--	--	--

Comité consultatif en matière de lutte aux violences à caractère sexuel en enseignement supérieur	<p>Le comité consultatif VCS a pour mandat, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none">• de participer à la définition des différents volets des travaux liés à la mise en œuvre de la Stratégie VCS 2017-2022 et du processus d’élaboration du prochain Plan d’action 2022-2027;• de collaborer à la documentation des enjeux, des besoins et des pistes de solutions efficaces en matière de lutte aux violences à caractère sexuel dans les établissements d’enseignement supérieur;• d’identifier des mesures porteuses pour les communautés collégiale et universitaire;• de collaborer au suivi de la mise en œuvre des travaux, à la suite du lancement du Plan d’action 2022-2027.	<p>Ministère de l’Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none">• Direction des affaires étudiantes et interordres <p>Réseau universitaire</p> <ul style="list-style-type: none">• Centre de prévention et d’intervention en matière de harcèlement, Université Laval;• Bureau d’intervention en matière de harcèlement, Université de Montréal et HEC Montréal;• Bureau de coopération interuniversitaire (poste vacant). <p>Réseau collégial public</p> <ul style="list-style-type: none">• Ressources humaines, Cégep de l’Abitibi-Témiscamingue;• Collège de Rosemont;• Fédération des cégeps. <p>Réseau collégial privé</p> <ul style="list-style-type: none">• Collège LaSalle• Collège Laflèche;• Association des collèges privés du Québec (ACPQ). <p>Réseau collégial privé non subventionné</p> <ul style="list-style-type: none">• Association des collèges privés non subventionnés (ACPNS). <p>Recherche</p> <ul style="list-style-type: none">• CSHR Partnership Grant on Sexual Violence in Universities, Université McGill• Chaire de recherche sur les violences sexuelles et sexistes en enseignement supérieur. <p>Fédérations étudiantes</p> <ul style="list-style-type: none">• Union étudiante du Québec (UEQ);• Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP);• Fédération étudiante collégiale du Québec	Aucun
---	---	---	-------

		(FECQ).	
Comité consultatif sur la mobilité étudiante	Favoriser la concertation entre les collèges admissibles et avec les collèges partenaires pour faire évoluer la mesure vers un programme de mobilité et atteindre les résultats escomptés.	Ministère de l'Enseignement supérieur <ul style="list-style-type: none">• Christian Lavoie, Directeur des affaires étudiantes et interordres (DAEI)• Mariannik Toutant, cheffe d'équipe, DAEI• Anne Vrignaud, conseillère aux affaires étudiantes, DAEI• Karl Gierlinger, Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue Réseau collégial public <ul style="list-style-type: none">• Cégep de Matane• Champlain Regional College• Cégep de Chicoutimi• Cégep de La Pocatière• Cégep de Saint-Jérôme• Cégep d'Ahuntsic Fédération des cégeps Fédération étudiante collégiale du Québec	Aucun
Comité mixte des affaires matérielles et financières (COMIX)	Le COMIX est une instance de concertation et de partenariat entre le MES et la Fédération des cégeps et son réseau des 48 cégeps du Québec. Il joue un rôle d'interface entre le Ministère et les cégeps, et ce, afin de faire progresser conjointement les dossiers du financement et des ressources matérielles dans le réseau collégial public.	MES <ul style="list-style-type: none">•Directeur général du financement•Conseiller stratégique au directeur général du financement•Directrice de la programmation budgétaire et du financement•Directrice des contrôles financiers et de la conformité•Directrice générale des affaires collégiales•Directrice des relations du travail•Directeur général des infrastructures•Directrice de l'expertise et du développement des infrastructures•Directrice générale des affaires universitaires et interordres•Directeur général de la transformation numérique et des ressources informationnelles•Directeur de la gestion de l'offre et de la formation	Aucun

		<p>continue</p> <p>Cégeps</p> <ul style="list-style-type: none">•Directeur général, Cégep de l’Abitibi-Témiscamingue• Directrice générale, Cégep du Vieux Montréal•Directrice de la formation continue, Cégep de Chicoutimi•Directeur des services administratifs, Fédération des cégeps•Analyste économique, Fédération des cégeps• Directrice des ressources matérielles et financières, Cégep de Sherbrooke•Directeur des ressources humaines, Cégep de Rivière-du-Loup• Directeur des ressources financières, Cégep Édouard-Montpetit•Directeur des études, Collège Lionel-Groulx• Directrice des ressources humaines et des relations du travail, Fédération des cégeps•Directeur des systèmes et des technologies de l’information, Cégep Limoilou•Directeur des services financiers, Cégep Ahuntsic•Directrice générale, Cégep de Saint-Félicien• Directrice adjointe aux études aux services aux étudiants, Collège d’Alma	
<p>Sous-comité des ressources matérielles</p> <p>Comité consultatif pour l’élaboration des règles budgétaires, la modernisation des outils de transmission afférents au budget d’investissement, des rapports financiers et des paramètres de financement</p>	<ul style="list-style-type: none">• Mise en œuvre du cadre de gestion pour les investissements en infrastructures.• Traiter des priorités pour le réseau collégial en matière d’allocations normalisées et suivi des enveloppes des cégeps.	<p>Représentants des cégeps, de la fédération et du Ministère</p>	<p>Aucun</p>
<p>Comité mixte des</p>	<p>Le COMIX est une</p>	<ul style="list-style-type: none">• Directrice de la Direction	<p>Aucun</p>

affaires éducatives MES – Fédération des cégeps	instance de concertation et de partenariat entre le MES et la Fédération des cégeps et son réseau des 48 cégeps du Québec. Il joue un rôle d’interface entre le Ministère et les cégeps, et ce, afin de faire progresser conjointement les dossiers des affaires éducatives.	générale des affaires collégiales <ul style="list-style-type: none">• Directeur de la Direction de l’offre de formation collégiale• Directeur de la Direction des affaires étudiantes et interordres• Chef du service de la formation technique• Chef du service de la formation préuniversitaire et de la recherche• Huit directrices ou directeurs de cégep : direction générale, direction des études, direction des finances, direction des affaires étudiantes, etc.• Coordonnateur de la Commission des affaires éducatives, Fédération des cégeps• Conseillère en enseignement collégial, MES• Directrice des affaires éducatives, Fédération des cégeps	
Comité mixte sur les affaires éducatives MES – Association des collèges privés du Québec	jouer un rôle d’interface entre le Ministère et les collèges privés, pour faire évoluer conjointement les grands dossiers éducatifs du réseau collégial privé dans trois grands domaines : les affaires éducatives, la formation technique et la formation continue	<ul style="list-style-type: none">• Directrice de la Direction générale des affaires collégiales• Directrice de la Direction des programmes de formation collégiale• Directeur de la Direction de la formation continue et de l’enseignement privé• Directeur de la Direction de l’adéquation formation- emploi• Directeur de la Direction des affaires étudiantes et interordres• Chef du service de la formation technique• Chef du service de la formation préuniversitaire et de la recherche• Six directrices ou directeurs des études de collège• Directeur général de l’Association des collèges privés du Québec (ACPQ)• Professionnelle de l’Association des collèges privés du Québec	Aucun

		<ul style="list-style-type: none">• Professionnelle du ministère de l’Enseignement supérieur	
Comité mixte de la recherche au collégial MES – Fédération des cégeps	Ce comité mixte est un lieu de concertation des partenaires qui permettra d’identifier les conditions souhaitables au développement, au rayonnement et à la consolidation de la recherche collégiale dans le système de recherche québécois et canadien. De façon plus spécifique, il vise à contribuer à l’avancement du savoir et des pratiques pédagogiques dans le réseau et à créer un milieu propice à l’innovation.	<ul style="list-style-type: none">• Mme Marie-Hélène Cavanagh, responsable des programmes de recherche collégiale, Service de la formation préuniversitaire et de la recherche, MES• Cégep de La Pocatière• Mme Chantale Dumont, chef de service, Service de la formation préuniversitaire et de la recherche, MES• Cégep de la Gaspésie et des îles• Synchronex• Mme Catherine Gagnon, coordonnatrice à la recherche et aux CCTT, Service de la formation préuniversitaire et de la recherche, MES• Cégep de Maisonneuve• ARC (invitée)• Cégep de Saint-Hyacinthe• Mme Rose-Fidélité Ndayishimiye, directrice de l’évaluation de programmes et du bureau de projet, MES (invitée)• Fédération des cégeps• Cégep Lionel-Groulx• Cégep de Saint-Jérôme• Cégep André-Laurendeau	Aucun
Comité mixte de la recherche au collégial MES - Association des collèges privés du Québec	Ce comité mixte est un lieu de concertation des partenaires qui permettra d’identifier les conditions souhaitables au développement, au rayonnement et à la consolidation de la recherche collégiale dans le système de recherche québécois et canadien.	<ul style="list-style-type: none">• ACPQ• Mme Chantale Dumont, chef du service de la formation préuniversitaire et de la recherche, MES• Mme Catherine Gagnon, coordonnatrice à la recherche et aux CCTT, MES• ARC• ACPQ• Collège Laflèche• Mme Christine Néron, responsable de la recherche, MES• Collège international Sainte-Anne• Collège Ellis à Drummondville• Conseiller pédagogique, Collège Jean-de-Brébeuf	Aucun

Comité-conseil – Université du futur	<p>Ce comité avait pour mandat d’assurer la planification et le suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport sur l’université du futur. Il était notamment chargé de proposer des actions et des mesures reliées à l’ensemble des recommandations du rapport.</p> <p>Plus spécifiquement, il devait :</p> <ul style="list-style-type: none">• approuver un plan de travail sur le déploiement des actions et mesures issues des recommandations et pistes d’action du rapport en lien avec les priorités exprimées par les autorités ministérielles et gouvernementales;• examiner et donner des avis sur les actions ministérielles en cours en lien avec les orientations et recommandations du chantier (le plan d’action sur la réussite, les travaux du chantier sur la reddition de comptes, le déploiement des projets en lien avec le numérique, ou autres plans à venir);• proposer des mesures ou des actions en lien avec les enjeux entourant l’équité, la diversité et l’inclusion, la place des universités dans la société, la recherche, l’innovation, l’internationalisation et le financement;• réaliser les consultations requises dans l’appareil gouvernemental ou	<ul style="list-style-type: none">• M^{me} Émilie Foster, adjointe parlementaire de la ministre;• M. Nicolas Descroix, directeur du cabinet de la ministre;• M^{me} Isabelle Desrochers-Galipeau, conseillère au cabinet;• M. Simon Bergeron, sous-ministre adjoint au développement et au soutien des réseaux, MES;• M^{me} Nathalie Parenteau, sous-ministre adjointe à la performance, au financement et au soutien à la gestion, MES;• Fonds de recherche du Québec (FRQ);• FRQ;• M. Claude Corbo, président de la Commission de l’enseignement et de la recherche universitaires, Conseil supérieur de l’éducation;• Université de Sherbrooke• Sciences de l’éducation à l’Université du Québec à Rimouski;• M. Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres, MES;• M^{me} Emanuelle Bérubé, conseillère aux affaires universitaires, MES (secrétaire du comité-conseil).	Aucun
---	--	---	-------

	avec le réseau pour la mise en place des mesures ou des actions nécessitant l'intervention d'autres organismes ou ministères, notamment le ministère de l'Économie et de l'Innovation.		
Commission scientifique et technique indépendante sur la reconnaissance de la liberté académique dans le milieu universitaire	<p>Le mandat de la Commission consistait à :</p> <ul style="list-style-type: none">• produire une description des situations récentes qui ont mis en cause le concept de liberté académique au Québec, une analyse des enjeux qui y sont associés en tenant compte des expériences d'autres juridictions nationales et internationales et un état des lieux sur les dispositions existantes dans les universités en cette matière;• recevoir des commentaires écrits et tenir des consultations publiques avec toute la latitude nécessaire pour consulter toute personne intéressée à contribuer à la réflexion;• soumettre une proposition sur des mécanismes à mettre en place dans les établissements universitaires afin d'appliquer les dispositions relatives à la liberté académique;• rédiger une proposition d'orientations gouvernementales sur la liberté académique dans le milieu universitaire et déterminer le meilleur véhicule	<ul style="list-style-type: none">• L'Université du Québec à Chicoutimi, président du comité;• Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal• L'Observatoire des sciences et des technologies;• Département d'études sur l'enseignement et l'apprentissage de l'Université Laval;• L'Unité d'enseignement et de recherche en sciences de l'éducation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue;• Département de chimie de l'Université de Sherbrooke.	<p>M.Yves Gingras : 24 200\$</p> <p>M^{me} Josée Maurais : 19 500 \$</p> <p>M^{me} Aline Niyubahwe : 24 200 \$</p> <p>M^{me} Chantal Pouliot : 24 200 \$</p>

	pour assurer la reconnaissance de cette liberté.		
Comité-conseil CAFF	<p>Le comité-conseil CAFF a pour mandat d’analyser les codes de classification académique aux fins de financement (CAFF) attribués par les établissements universitaires aux activités pédagogiques et aux programmes de grade.</p> <p>Les universités sont responsables de l’attribution initiale des codes. Un premier tri est fait au Ministère. Certains codes sont soumis au comité-conseil CAFF, qui les analyse et leur attribue un code CAFF.</p> <p>Les universités peuvent faire appel des décisions du comité-conseil CAFF, qui révisera, si jugée nécessaire, sa décision à la rencontre suivante.</p>	<ul style="list-style-type: none">• Polytechnique Montréal;• Université du Montréal;• Université McGill;• Université de Sherbrooke;• UQAR;• UQAT;• UQAM;• Université Laval• UQAC• M^{me} Marianne Bernier, conseillère aux affaires universitaires (coordinatrice du comité-conseil), MES• M. Franck Fasson, conseiller aux affaires universitaires, MES• M^{me} Cynthia Sheehan, conseillère aux affaires universitaires, MES	Aucun
Comité des programmes universitaires (CPU)	<p>Le Comité des programmes universitaires (CPU) a pour mandat d’examiner l’opportunité, pour le ministère de l’Enseignement supérieur (MES), de soutenir, en y affectant des fonds publics, le développement de nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat proposés par les universités.</p>	<ul style="list-style-type: none">• Département de sciences politiques, Université de Montréal;• Département des sciences comptables, Université du Québec à Montréal;• M^{me} Maryse Champagne, analyste, Direction de la programmation budgétaire et du financement, MES;• Département des sciences historiques, Université Laval;• M. Jeason Morin, vice-président du Comité, Service des affaires académiques, Direction de l’enseignement et de la recherche universitaires, MES;• Département sociétés, territoires et développement, Université du Québec à Rimouski;• M^{me} Emanuelle Bérubé, Secrétaire-coordonnatrice du Comité et analyste,	Aucun

		<p>Direction de l’enseignement et de la recherche universitaires, MES;</p> <ul style="list-style-type: none">• M^{me} Christina Vigna, présidente du Comité, Directrice générale des affaires universitaires, étudiantes et interordres, MES.	
Table permanente d’échange MES-Associations étudiantes	La Table a pour mandat d’offrir un lieu d’échange et de diffusion d’information sur des enjeux propres à l’enseignement supérieur, dont des orientations, des politiques et autres projets d’intérêt pour l’ensemble des étudiants inscrits à un programme en enseignement supérieur.	<p>Membres MES permanents de la Table :</p> <ul style="list-style-type: none">• Sylvain Périgny, sous-ministre de l’enseignement supérieur par intérim;• Marc-André Thivierge, sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux à l’Enseignement supérieur;• Christina Vigna, directrice générale des affaires universitaires, étudiantes et interordres;• Christian Lavoie, directeur des affaires étudiantes et interordres;• Esther Blais, directrice générale des affaires collégiales;• Nathalie Parenteau, sous-ministre adjointe, Secteur de la performance, du financement, des interventions régionales et du soutien à la gestion;• Eric Fournier, directeur général du financement;• Sylvain Périgny, sous-ministre adjoint, Secteur de l’accessibilité aux études, des infrastructures et des ressources informationnelles;• Martin Baron, directeur général de l’accessibilité financière aux études;• Simon Boucher-Doddridge, directeur des programmes d’accessibilité financière aux études et des recours. <p>Fédérations étudiantes</p>	Aucun
Forum Ministère-Réseaux pour l’Entente Canada-Québec relative à l’enseignement dans la langue de la minorité et à l’enseignement des	Ce forum vise à permettre au Ministère la transmission à ses partenaires de toute l’information utile concernant l’appel de projets et les orientations qu’il décide	<p>Représentants du réseau collégial, collégial privé et universitaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• Collège Lennoxville;• Fédération des cégeps;• Vanier College.• ACPQ• Collège Marianopolis;	Aucun

langues secondes	dans la gestion de l'Entente.	<ul style="list-style-type: none">• ACPQ;• Université de Sherbrooke;• Université Bishop's; <p>Représentants du Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none">• Simon Bergeron, sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux à l'Enseignement supérieur;• Esther Blais, directrice générale des affaires collégiales;• Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres;• Christian Lavoie, directeur des affaires étudiantes et interordres;• Jean-René Chalifour, chef du Service du soutien interordres et de la sanction des études collégiales;• Christine Regalbuto, coordonnatrice, Direction des affaires étudiantes et interordres.	
Comité de liaison collégial Covid-19	Ce comité a pour mandat d'assurer le transfert d'information au réseau collégial concernant les mesures de la crise sanitaire.	<p>Ministère de l'Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none">• M. Bernard Matte, sous-ministre de l'enseignement supérieur;• Mme Sylvie Lehoux, secrétaire générale;• M. Nicolas Descroix, directeur de cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur;• M. François Brochu, attaché politique du cabinet de la ministre;• Mme Eve Gaucher, conseillère au cabinet de la ministre;• Simon Bergeron, sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux à l'Enseignement supérieur;• M^{me} Nathalie Parenteau, sous-ministre adjointe à la performance, au financement et au soutien à la gestion;• Esther Blais, directrice générale des affaires collégiales;	Aucun

		<ul style="list-style-type: none">• Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres;• M. Éric Fournier, directeur général du financement;• M. Jean-François Constant, directeur général des politiques et de la performance;• M. Martin Baron, directeur général de l’accessibilité financière aux études;• Mme Marie-Josée Larocque, directrice des programmes de formation collégiale;• Mme Michelle Bourgeois, directrice des relations du travail du réseau collégial;• M. Stéphane Gingras, directeur de l’expertise et du développement des infrastructures• Mme Danielle Pelletier, adjointe exécutive de la DGAC;• M. Saël Gagné-Ouellet, coordonnateur au SFPR. <p>Réseau collégial public</p> <ul style="list-style-type: none">• Cégep Édouard Montpetit;• Cégep de Saint-Laurent;• Cégep de Saint-Jérôme;• Cégep de l’Abitibi-Témiscamingue.• Fédération des cégeps; <p>Réseau collégial privé</p> <ul style="list-style-type: none">• Collège Marianopolis;• ACPQ.	
COVID-19 -> MES-BCI	Ce comité a pour mandat d’assurer le transfert d’information au réseau universitaire concernant les mesures de la crise sanitaire.	<p>Ministère de l’Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none">• M. Bernard Matte, sous-ministre de l’enseignement supérieur;• M. Nicolas Descroix, directeur de cabinet de la ministre de l’Enseignement supérieur;• Mme Isabelle Desrochers-Galibeau, conseillère au cabinet de la ministre;• M. Simon Bergeron, sous-ministre adjoint du développement et du soutien des réseaux;• Mme Nathalie Parenteau,	Aucun

		<p>sous-ministre adjointe de la performance, du financement et du soutien à la gestion;</p> <ul style="list-style-type: none">• M. Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres. <p>Bureau de coopération interuniversitaire</p>	
Comité pour accroître le présentiel	Le comité de haut niveau a pour mandat d’assurer le suivi de la présence étudiante sur les campus et de proposer des orientations stratégiques afin d’accroître le taux d’activités en présence.	<p>Ministère de l’Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none">• M. Bernard Matte, sous-ministre de l’enseignement supérieur;• M. Jean Boulet, directeur du bureau du sous-ministre;• M. Nicolas Descroix, directeur de cabinet de la ministre de l’Enseignement supérieur;• M. François Brochu, attaché politique du cabinet de la ministre;• Mme Eve Gaucher, conseillère au cabinet de la ministre;• Simon Bergeron, sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux à l’Enseignement supérieur;• M. Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres;• M. Christian Lavoie, directeur des affaires étudiantes et interordres;• Mme Isabelle Desrochers-Galibea, conseillère au cabinet de la ministre;• Mme Mariannik Toutant, coordonnatrice à la DAEI. <p>Ministère de la Santé et des Services sociaux</p> <ul style="list-style-type: none">• la santé publique.• la direction générale de la surveillance, de la planification, de la coordination, de la prévention et de la promotion en santé publique;• prévention et de la promotion de la santé;• développement, de	Aucun

		<p>l’adaptation et de l’intégration sociale</p> <ul style="list-style-type: none">• direction générale de la santé publique. <p>Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail</p> <ul style="list-style-type: none">• conseil d’administration;• coordination, de l’information et de la formation. <p>Réseau collégial</p> <ul style="list-style-type: none">• Cégep Édouard Montpetit.• Fédération des cégeps. <p>Réseau universitaire</p> <ul style="list-style-type: none">• Université McGill;• Université de Sherbrooke. <p>Collèges privés</p> <ul style="list-style-type: none">• ACPQ;• Collège Marianopolis.	
Forum d’échange au sujet des universités en contexte de pandémie	Ce forum a pour mandat d’assurer la mobilisation des partenaires du réseau universitaire afin de traverser la pandémie de Covid-19 et d’organiser ses lendemains.	<p>Ministère de l’Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none">• M. Bernard Matte, sous-ministre de l’enseignement supérieur;• Mme Sylvie Lehoux, secrétaire générale;• M. François Brochu, attaché politique du cabinet de la ministre;• Mme Isabelle Desrochers-Galipeau, conseillère au cabinet de la ministre;• Simon Bergeron, sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux à l’Enseignement supérieur;• Mme Nathalie Parenteau, sous-ministre adjointe de la performance, du financement et du soutien à la gestion;• M. Éric Fournier, directeur général du financement;• M. Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres. <p>Représentants des syndicats</p> <ul style="list-style-type: none">• Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec-CSN;• Fédération nationale des	Aucun

		<p>enseignantes et enseignants du Québec-CSN;</p> <ul style="list-style-type: none">• Fédération des professionnelles-CSN;• Fédération québécoise des professeures et professeurs d’université (FQPPU);• Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche;• Conseil provincial du secteur universitaire du SCFP;• Conseil provincial du secteur universitaire du SCFP;• Fédération des employées et employés de services publics;• Fédération de la recherche et de l’enseignement universitaire du Québec. <p>Associations étudiantes</p> <ul style="list-style-type: none">• Union étudiante du Québec;• Président de l’Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l’éducation permanente. <p>Représentants universitaires</p> <ul style="list-style-type: none">• Bureau de coopération interuniversitaire;• Bureau de coopération interuniversitaire;• Université du Québec à Montréal.	
Comité consultatif pour les étudiants en situation de handicap	<p>Ce comité a pour mandat:</p> <ul style="list-style-type: none">- Participer aux travaux liés au Projet de simplification des démarches d’accès aux programmes et mesures destinés aux personnes handicapées et leur famille (travaux menés par l’OPHQ);- Faire le lien avec les réseaux d’enseignement supérieur afin de faciliter l’instauration de passerelles découlant du chantier 2 du Projet de simplification;- Échanger sur les différents autres travaux et projets ayant un	<p>Ministère de l’Enseignement supérieur:</p> <ul style="list-style-type: none">• Direction des affaires étudiantes et interordres• Direction des politiques, planification et veille• Direction des programmes d’accessibilité financière aux études et des recours <p>Réseau collégial</p> <ul style="list-style-type: none">• Centre collégial du soutien à l’intégration de l’Ouest• Centre collégial de soutien à l’intégration de l’Est• Affaires étudiantes à la Fédération des cégeps <p>Réseau collégial privé subventionné</p>	Aucun

	impact sur la population étudiante en situation de handicap	<ul style="list-style-type: none">• Collège O’Sullivan de Québec et membre de l’ACPQ <p>Réseau universitaire</p> <ul style="list-style-type: none">• l’UQAC de l’Université du Québec• l’Association québécoise interuniversitaire des conseillers aux étudiants en situation de handicap (AQICESH)• Bureau de l’inclusion et de la réussite étudiante de l’UQAM• Accueil et soutien aux étudiants en situation de handicap à l’Université Laval <p>D’autres membres pourront s’ajouter à ce comité selon les travaux et projets en cours.</p>	
Rehaussement des diplômes donnant ouverture au permis délivré par un ordre professionnel – Table opérationnelle	La Table opérationnelle a pour mandat d’analyser la demande de rehaussement en mettant en évidence les avantages, les inconvénients, les impacts et les enjeux du rehaussement en fonction de dimensions propres à chaque ministère et organisme interpellé. La Table soumet son rapport et ses recommandations au Comité consultatif.	Les travaux de la Table sont coordonnés par le MES. La Table est composée de 8 personnes (2 représentants de chaque ministère et organisme) : Office des professions, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère de la Santé et des Services sociaux et MES.	Aucun
Rehaussement des diplômes donnant ouverture au permis délivré par un ordre professionnel – Comité consultatif	Le Comité consultatif a pour mandat : <ul style="list-style-type: none">- d’effectuer l’analyse stratégique et de cerner les arbitrages qui doivent être réalisés au niveau politique, le cas échéant;- de transmettre une recommandation aux autorités politiques pour décision;- d’informer l’ordre professionnel des suites qui seront données à la demande.	Le Comité consultatif est coordonné par l’Office des professions. Le Comité consultatif est composé des sous-ministres (ou leur représentant) de chaque ministère et organisme interpellés.	Aucun
Comité élargi sur les services sociaux et de santé offerts	Ce comité a pour mandat de favoriser une meilleure concertation	Ministère de l’Enseignement supérieur <ul style="list-style-type: none">• Christian Lavoie,	Aucun

aux étudiantes et étudiants	<p>entre les établissements d’enseignement, dans le réseau de la santé et des services sociaux et dans les organismes communautaires.</p> <p>Les travaux du comité permettront de :</p> <ul style="list-style-type: none">-Définir les rôles et les responsabilités des parties prenantes ;-Identifier les trajectoires de services permettant une prise en charge rapide des membres de la population étudiante ayant des troubles mentaux ;-Systématiser la démarche de collaboration et de référencement entre les établissements d’enseignement supérieur et les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS).	<p>Directeur des affaires étudiantes et interordres</p> <ul style="list-style-type: none">• Mariannik Toutant, Cheffe d’équipe des affaires étudiantes -Élizabeth Pépin, Conseillère aux affaires étudiantes• Sarah-Jeanne Parent-Laliberté, Conseillère aux affaires étudiantes <p>Ministère de la Santé et des Services sociaux</p> <ul style="list-style-type: none">• promotion et prévention de la santé chez les jeunes adultes,• développement, de l’adaptation et de l’intégration sociale• Centre national d’excellence en santé mentale (CNESM) <p>Réseau universitaire</p> <ul style="list-style-type: none">• l’Université du Québec –• Centre de santé et de consultation psychologique Université de Montréal <p>Collégial</p> <ul style="list-style-type: none">• affaires étudiantes• Cégep régional de Lanaudière <p>Collégial privé</p> <ul style="list-style-type: none">• Association des collèges privés du Québec• Collège LaSalle <p>Communautaire</p> <ul style="list-style-type: none">• Réseau communautaire en santé mentale - COSME• Programme de soutien aux études de Prise II	
Comité directeur – Mise en œuvre du GIRMO	<p>Le comité directeur a principalement pour mandat :</p> <ul style="list-style-type: none">- d’évaluer la faisabilité et de contribuer à l’élaboration et l’implantation des différentes mesures proposées dans le cadre des travaux du Groupe d’intervention sur la rareté de main-	<ul style="list-style-type: none">• Marc-André Thivierge (Présidence), Sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux• Mathieu Hovington (Secrétariat), coordonnateur, Direction de l’adéquation formation emploi (DAFE)• Bernard Matte, Sous-ministre, Sous-ministre de l’Enseignement supérieur• Représentant du Cabinet du ministère de	Aucun

	<p>d'œuvre (GIRMO) du gouvernement du Québec;</p> <p>- d'assurer le suivi des différentes mesures relevant des comités de travail.</p> <p>Le comité directeur peut également proposer de nouvelles initiatives qui seraient propices à l'atteinte des cibles de diplomation visées, et d'en assurer le suivi.</p>	<p>l'Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none">• Christina Vigna, Directrice générale, Direction générale des affaires universitaires, étudiantes et interordres (DGAUI)• Esther Blais, Directrice générale, Direction générale des affaires collégiales (DGAC)• Jean-François Noël, Directeur, Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue (DGOFC)• Nathalie Parenteau, Sous-ministre adjointe, Secteur de la performance, du financement et du soutien à la gestion• Jean-François Constant, Directeur général, Direction générale des politiques et de la performance (DGPP)• Véronique Turmel, Directrice, Direction de l'adéquation formation emploi (DAFE)• Geneviève Bouchard, Directrice, Direction de la programmation budgétaire et du financement (DPBF)• Pamela Garcia Cournoyer, Directrice, Direction des politiques, de la planification et de la veille (DPPV)• Sylvain Périgny, Sous-ministre adjoint, Secteur de l'accessibilité aux études, des infrastructures et des ressources informationnelles• Martin Pineault, Directeur général, Direction générale des infrastructures• Université de Sherbrooke• Université McGill• BCI• Fédération des cégeps• Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
Sous-comité TI et génie - Mise en œuvre du GIRMO (Automne 2021)	- servir de lieu de concertation, d'échange et de mise en commun des	<ul style="list-style-type: none">• Christina Vigna (Présidence), Directrice générale, Direction générale des affaires universitaires, étudiantes	Aucun

	<p>mesures qui sont sous leur responsabilité;</p> <ul style="list-style-type: none">- faciliter l’atterrissage dans les réseaux collégial et universitaire des mesures GIRMO;- effectuer périodiquement un rapport de l’état d’avancement de leurs travaux et des enjeux auxquels ils font face;- au besoin, recommander au comité directeur des travaux à prioriser ou de nouvelles initiatives à mettre en place. <p>Le Comité de travail se réunira au besoin, selon la nature des travaux qui seront requis pour assurer l’implantation des mesures et pour tenir le comité directeur informé de la situation.</p>	<p>et interordres (DGAUI)</p> <ul style="list-style-type: none">• Cynthia Sheehan (Secrétariat), Conseillère aux affaires universitaires, Direction de l’enseignement et de la recherche universitaires (DERU)• Jean-François Noël, Directeur, Direction de la gestion de l’offre et de la formation continue (DGOFC)• Anne-Marie Deslauriers, Conseillère aux affaires collégiales, Direction de la gestion de l’offre et de la formation continue (DGOFC)• Mélissa Lebel, coordonnatrice, Direction de l’adéquation formation emploi (DAFE)• Véronique Lavoie, Coordonnatrice, Direction de la programmation budgétaire et du financement (DPBF)• Alec Jean-Blouin, Conseiller en relations internationales, Direction des relations extérieures (DRE)• Réjean Deshaies, Coordonnateur, Direction de l’expertise et du développement des infrastructures (DEDI)• Ralph Étienne, Coordonnateur, Direction générale de la transformation numérique et des ressources informationnelles (DGTNRI)• École de technologie supérieure, BCI• L’Université du Québec à Montréal (UQAM)• Secteur des affaires académiques, de la recherche et de l’innovation, BCI• Cégep Ahuntsic, Fédération des cégeps• Collège Lionel-Groulx, Fédération des cégeps• Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale	
Sous-comité Santé mentale et	- servir de lieu de concertation,	<ul style="list-style-type: none">• Christina Vigna (Présidence), Directrice	Aucun

protection de la jeunesse - Mise en œuvre du GIRMO (Automne 2021)	<p>d'échange et de mise en commun des mesures qui sont sous leur responsabilité;</p> <ul style="list-style-type: none">- faciliter l'atterrissage dans les réseaux collégial et universitaire des mesures GIRMO;- effectuer périodiquement un rapport de l'état d'avancement de leurs travaux et des enjeux auxquels ils font face;- au besoin, recommander au comité directeur des travaux à prioriser ou de nouvelles initiatives à mettre en place. <p>Le Comité de travail se réunira au besoin, selon la nature des travaux qui seront requis pour assurer l'implantation des mesures et pour tenir le comité directeur informé de la situation.</p>	<p>générale, Direction générale des affaires universitaires, étudiantes et interordres (DGAUI)</p> <ul style="list-style-type: none">• Andra Lorent (Secrétariat), Conseillère aux affaires universitaires, Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires (DERU)• Jean-François Noël, Directeur, Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue (DGOFC)• Mathieu Hovington, coordonnateur, Direction de l'adéquation formation emploi (DAFE)• Véronique Lavoie, Coordonnatrice, Direction de la programmation budgétaire et du financement (DPBF)• Réjean Deshaies, Coordonnateur, Direction de l'expertise et du développement des infrastructures (DEDI)• Ralph Étienne, Coordonnateur, Direction générale de la transformation numérique et des ressources informationnelles (DGTNRI)• L'Université Laval,• L'Université du Québec en Outaouais• Secteur des affaires académiques, de la recherche et de l'innovation, BCI• Cégep John Abbott, Fédération des cégeps• Cégep de La Pocatière, Fédération des cégeps• Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)• Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
Sous-comité Soins infirmiers - Mise en œuvre du GIRMO (Automne 2021)	<ul style="list-style-type: none">- servir de lieu de concertation, d'échange et de mise en commun des mesures qui sont sous leur responsabilité;	<ul style="list-style-type: none">• Esther Blais (Présidence), Directrice générale, Direction générale des affaires collégiales (DGAC)• Anne-Louise Brassard (Secrétariat), Responsable de programmes de	Aucun

	<ul style="list-style-type: none">- faciliter l’atterrissage dans les réseaux collégial et universitaire des mesures GIRMO;- effectuer périodiquement un rapport de l’état d’avancement de leurs travaux et des enjeux auxquels ils font face;- au besoin, recommander au comité directeur des travaux à prioriser ou de nouvelles initiatives à mettre en place. <p>Le Comité de travail se réunira au besoin, selon la nature des travaux qui seront requis pour assurer l’implantation des mesures et pour tenir le comité directeur informé de la situation.</p>	<p>formation technique, Service de la formation technique (SFT)</p> <ul style="list-style-type: none">• Manon Tremblay, Conseillère aux affaires universitaires, Direction de l’enseignement et de la recherche universitaires (DERU)• Émilie Harvey, Coordinatrice, Direction de la gestion de l’offre et de la formation continue (DGOFC)• Mathieu Hovington, coordonnateur, Direction de l’adéquation formation emploi (DAFE)• Véronique Lavoie, Coordinatrice, Direction de la programmation budgétaire et du financement (DPBF)• Réjean Deshaies, Coordonnateur, Direction de l’expertise et du développement des infrastructures (DEDI)• Ralph Étienne, Coordonnateur, Direction générale de la transformation numérique et des ressources informationnelles (DGTNRI)• Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)• Faculté des sciences infirmières de l’Université de Montréal,• Secteur des affaires académiques, de la recherche et de l’innovation,• Cégep de Lanaudière, Fédération des cégeps• Cégep de Sherbrooke, Fédération des cégeps• Cégep de Maisonneuve, Fédération des cégeps• Cégep Garneau, Fédération des cégeps• Coordonnateur, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)• Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)	
Sous-comité Enseignement - Mise en œuvre du	<ul style="list-style-type: none">- servir de lieu de concertation,	<ul style="list-style-type: none">• Christina Vigna (Présidence), Directrice générale, Direction	Aucun

GIRMO (Automne 2021)	<p>d'échange et de mise en commun des mesures qui sont sous leur responsabilité;</p> <ul style="list-style-type: none">- faciliter l'atterrissage dans les réseaux collégial et universitaire des mesures GIRMO;- effectuer périodiquement un rapport de l'état d'avancement de leurs travaux et des enjeux auxquels ils font face;- au besoin, recommander au comité directeur des travaux à prioriser ou de nouvelles initiatives à mettre en place. <p>Le Comité de travail se réunira au besoin, selon la nature des travaux qui seront requis pour assurer l'implantation des mesures et pour tenir le comité directeur informé de la situation.</p>	<p>générale des affaires universitaires, étudiantes et interordres (DGAUI)</p> <ul style="list-style-type: none">• Cynthia Sheehan (Secrétariat), Conseillère aux affaires universitaires, Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires (DERU)• Mélissa Lebel, coordonnatrice, Direction de l'adéquation formation emploi (DAFE)• Émilie Harvey, Coordonnatrice, Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue• Véronique Lavoie, Coordonnatrice, Direction de la programmation budgétaire et du financement (DPBF)• Réjean Deshaies, Coordonnateur, Direction de l'expertise et du développement des infrastructures (DEDI)• Ralph Étienne, Coordonnateur, Direction générale de la transformation numérique et des ressources informationnelles (DGTNRI)• Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal• Université Bishop's,• Direction générale et Secteur des affaires académiques, de la recherche et de l'innovation• Geneviève Beaumont-Frenette, Directrice de la valorisation et formation du personnel scolaire, ministère de l'Éducation (MEQ)• Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
Sous-comité Éducation à l'enfance - Mise en œuvre du GIRMO (Automne 2021)	<ul style="list-style-type: none">- servir de lieu de concertation, d'échange et de mise en commun des mesures qui sont sous leur responsabilité;- faciliter l'atterrissage dans les réseaux	<ul style="list-style-type: none">• Esther Blais (Présidence), Directrice générale, Direction générale des affaires collégiales (DGAC)• Anne-Marie Deslauriers (Secrétariat), Conseillère aux affaires collégiales, Direction de la gestion de	Aucun

	<p>collégial et universitaire des mesures GIRMO;</p> <ul style="list-style-type: none">- effectuer périodiquement un rapport de l'état d'avancement de leurs travaux et des enjeux auxquels ils font face,- au besoin, recommander au comité directeur des travaux à prioriser ou de nouvelles initiatives à mettre en place. <p>Le Comité de travail se réunira au besoin, selon la nature des travaux qui seront requis pour assurer l'implantation des mesures et pour tenir le comité directeur informé de la situation.</p>	<p>l'offre et de la formation continue (DGOFC)</p> <ul style="list-style-type: none">• Émilie Harvey, Coordinnatrice, Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue (DGOFC)• Marie-Josée Deschamps, Responsable de programmes de formation technique, Service de la formation technique (SFT)• Mélissa Lebel, coordonnatrice, Direction de l'adéquation formation emploi (DAFE)• Véronique Lavoie, Coordinnatrice, Direction de la programmation budgétaire et du financement (DPBF)• Réjean Deshaies, Coordinnateur, Direction de l'expertise et du développement des infrastructures (DEDI)• Ralph Étienne, Coordinnateur, Direction générale de la transformation numérique et des ressources informationnelles (DGTNRI)• Fédération des cégeps• Cégep André-Laurendeau, Fédération des cégeps• Ministère de la famille (MFA)• Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
<p>Sous-comité Enseignement – Mise en œuvre des mesures OMO à l'universitaire (Hiver 2022)</p>	<ul style="list-style-type: none">- Suivi de l'implantation des mesures de l'Opération main-d'œuvre (OMO) à l'universitaire	<ul style="list-style-type: none">• Université de Montréal, <p>Table Éducation du BCI</p> <ul style="list-style-type: none">• Université Bishop's• Module des sciences de l'éducation, UQAT• Département des sciences de l'éducation, UQO• Département des sciences de l'éducation, UQAC• Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval• Département des sciences de l'éducation, UQTR• Université de Sherbrooke• Université McGill• UQAM <p>MES</p>	<p>Aucun</p>

		<ul style="list-style-type: none">• Christina Vigna (Présidence), directrice générale des affaires universitaires, étudiantes et interordres (DGAUEI)• Cynthia Sheehan, conseillère aux affaires universitaires, Direction de l’enseignement et de la recherche universitaires (DERU)• Martin Voyer, conseiller aux affaires universitaires, Service des affaires académiques (SAA)• Alice Ndayegamiye, directrice de l’enseignement et de la recherche universitaires (DERU)• Jeason Morin, chef du Service des affaires académiques (SAA)• Catherine Gendreau, adjointe exécutive, Direction générale des affaires universitaires, étudiantes et interordres (DGAUEI)• Jade Vézina, adjointe exécutive, Direction de l’adéquation formation-emploi (DAFE)	
Sous-comité Santé mentale – Mise en œuvre des mesures OMO à l’universitaire (Hiver 2022)	- Suivi de l’implantation des mesures de l’Opération main-d’œuvre (OMO) à l’universitaire	<ul style="list-style-type: none">• Christina Vigna (Présidence), directrice générale des affaires universitaires, étudiantes et interordres (DGAUEI)• Alice Ndayegamiye, directrice de l’enseignement et de la recherche universitaires (DERU)• Véronique Turmel, directrice de l’adéquation formation-emploi (DAFE)• Geneviève Bouchard, directrice de la programmation budgétaire et du financement (DPBF)• Jeason Morin, chef du Service des affaires académiques (SAA)• Andra Lorent, adjointe exécutive, SAA• Université Laval• Département de psychoéducation et de psychologie, Université du Québec en Outaouais• Université de Montréal• Université du Québec à	Aucun

		<p>Chicoutimi</p> <ul style="list-style-type: none">• l'École de travail social, Université McGill• École de travail social, Université de Sherbrooke• Université du Québec à Montréal• Université Concordia• Département de psychologie, Université du Québec à Trois-Rivières• Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue• Université du Québec à Rimouski• BCI• Direction de l'attraction de la main-d'œuvre, MSSS• Direction de l'attraction de la main-d'œuvre, MSSS	
<p>Sous-comité TI et génie – Mise en œuvre des mesures OMO à l'universitaire (Hiver 2022)</p>	<p>- Suivi de l'implantation des mesures de l'Opération main-d'œuvre (OMO) à l'universitaire</p>	<ul style="list-style-type: none">• UQAT• Faculté des sciences infirmières, Université de Montréal• UQAR• UQO• Université de Sherbrooke• École de sciences infirmières Ingram, Université McGill• Faculté des sciences infirmières, Université Laval• UQAC• UQTR• BCI• Direction de l'attraction de la main-d'œuvre, MSSS• Direction de l'attraction de la main-d'œuvre, MSSS• Christina Vigna (Présidence), directrice générale des affaires universitaires, étudiantes et interordres (DGAUEI) et présidente du sous-comité• Alice Ndayegamiye, directrice de l'enseignement et de la recherche universitaires (DERU)• Véronique Turmel, directrice de l'adéquation formation-emploi (DAFE)• Geneviève Bouchard, directrice de la programmation budgétaire et du financement (DPBF)• Jeason Morin, chef du Service des affaires	<p>Aucun</p>

		académiques (SAA) <ul style="list-style-type: none">• Andra Lorent, adjointe exécutive, SAA	
Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (CNPEPT)	<p>Le CNPEPT a pour mandat d'examiner les projets de programmes d'études d'État élaborés ou autorisés par le ministre, nouveaux ou révisés, au regard de leur pertinence. Il donne des avis au ministre sur :</p> <ul style="list-style-type: none">– les grandes problématiques propres aux trois ordres d'enseignement abordées sous l'angle de l'interface éducation-emploi;– la pertinence des programmes d'études professionnelles et des programmes d'études techniques d'État élaborés ou autorisés par le ministre, et menant à :<ul style="list-style-type: none">- un diplôme d'études professionnelles;- une attestation de spécialisation professionnelle;- un diplôme d'études collégiales;- un diplôme de spécialisation d'études techniques;- des questions particulières présentant de l'intérêt pour plusieurs membres.	<p>Représentants des organismes publics (3 personnes)</p> <ul style="list-style-type: none">• Emploi-Québec• Conseil interprofessionnel du Québec• Commission des partenaires du marché du travail <p>Représentants des employeurs (5 personnes)</p> <ul style="list-style-type: none">• Conseil du patronat du Québec• Fédération des chambres de commerce du Québec• Grandes entreprises (Membre désigné par les Manufacturiers et exportateurs du Québec)• PME (Membre désigné par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante – Section Québec)• Autre représentant des employeurs (Membre désigné par le Regroupement des jeunes chambres de commerce) <p>Représentants des responsables locaux de formation professionnelle et de formation technique (8 personnes)</p> <ul style="list-style-type: none">• Centres de services scolaires (2 personnes)• Cégeps (2 personnes)• Universités (2 personnes)• Établissements d'enseignement privés• Établissements d'enseignement anglophones <p>Représentants des centrales syndicales (5 personnes)</p> <ul style="list-style-type: none">• Confédération des syndicats nationaux• Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec• Centrale des syndicats du Québec• Centrale des syndicats démocratiques• L'Union des producteurs agricoles <p>Observateurs (sans droit de</p>	Aucun

		<p>vote)</p> <ul style="list-style-type: none">• Association des collèges privés du Québec• Fédération des cégeps• Fédération des commissions scolaires du Québec• Fédération étudiante collégiale du Québec• Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale• Office des professions du Québec <p>Représentants du ministère de l'Éducation (3 personnes)</p> <ul style="list-style-type: none">• Josée Lepage – Sous-ministre adjointe Secteur du soutien aux élèves, pédagogie et services à l'enseignement• Geneviève Leblanc – Directrice générale des services à l'enseignement• Jean-Sébastien Drapeau – Directeur de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle <p>Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur (4 personnes)</p> <ul style="list-style-type: none">• Marc-André Thivierge – Sous-ministre adjoint Secteur du développement et soutien aux réseaux• Esther Blais – Directrice générale des affaires collégiales• Jean-François Noël – Directeur de la gestion de l'offre et de la formation continue• Ronald Bisson – Chef du service de la formation technique.	
Comité directeur du chantier sur la reddition de comptes et l'accessibilité aux données Réseau universitaire	Orienter, conseiller et soutenir l'équipe chargée de l'optimisation de la reddition de comptes et de l'accessibilité aux données à l'égard du réseau universitaire; Donner son avis sur les documents et outils préparés par cette équipe dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail; Assurer une diffusion	<ul style="list-style-type: none">• Université Concordia• Université du Québec à Montréal• l'École de technologie supérieure• Université de Montréal• Université TÉLUQ• BCI• Affaires administratives, financières et numériques du BCI• Nathalie Parenteau, Sous-ministre adjointe à la performance, au financement, aux	Aucun

	<p>dans le réseau universitaire de l'information relative aux travaux du chantier sur la reddition de comptes et l'accessibilité aux données</p>	<p>interventions régionales et au soutien à la gestion</p> <ul style="list-style-type: none">• Jean-François Constant, Directeur général des politiques et de la performance• Éric Fournier, Directeur général du financement• Yannick Rousseau, Directeur général représentant le secteur de l'accessibilité aux études, des infrastructures et des ressources informationnelles• Marc-André Thivierge, Directeur général représentant le secteur du développement et du soutien aux réseaux• Bruno Joseph Forand, Conseiller stratégique au Bureau de la sous-ministre adjointe à la performance, au financement, aux interventions régionales et au soutien à la gestion• Imène Cherti, Coordinatrice de la planification stratégique et de la reddition de comptes, secrétaire du comité directeur	
<p>Comité aviseur sur les règles budgétaires des universités</p>	<p>Orienter, conseiller et soutenir l'équipe chargée de la mise à jour des règles budgétaires de fonctionnement du réseau universitaire;</p> <p>Donner son avis sur les documents préparés par cette équipe dans le cadre de la mise à jour des règles budgétaires de fonctionnement;</p>	<ul style="list-style-type: none">• Université Concordia• BCI• Université McGill;• Université de Sherbrooke.• UQTR• Nathalie Parenteau, Sous-ministre adjointe à la performance, au financement, aux interventions régionales et au soutien à la gestion• Éric Fournier, Directeur général du financement, MES• Geneviève Bouchard, MES,• Marc-André Thivierge, Directeur général représentant le secteur du développement et du soutien aux réseaux• Yannick Rousseau, MES• Christina Vigna, MES• Martin Pineault, MES• Mélanie Bélanger, MES• Christian Lavoie, MES	<p>Aucun</p>

Comité aviseur sur les règles budgétaires des cégeps	<p>Orienter, conseiller et soutenir l'équipe chargée de la mise à jour des règles budgétaires de fonctionnement du réseau des cégeps;</p> <p>Donner son avis sur les documents préparés par cette équipe dans le cadre de la mise à jour des règles budgétaires de fonctionnement;</p>	<ul style="list-style-type: none">• Fédération des cégeps• dg Cégep de Saint-Félicien• dg, Cégep du Vieux Montréal• Cégep de Trois-Rivières• Nathalie Parenteau, Sous-ministre adjointe à la performance, au financement, aux interventions régionales et au soutien à la gestion• Éric Fournier, Directeur général du financement, MES• Geneviève Bouchard, MES,• Marc-André Thivierge, Directeur général représentant le secteur du développement et du soutien aux réseaux• Yannick Rousseau, MES• Christina Vigna, MES• Martin Pineault, MES• Mélanie Bélanger, MES• Christian Lavoie, MES• Esther Blais, MES• Jean-François Noël, MES	Aucun
--	--	--	-------

Comité directeur du chantier sur la reddition de comptes et l'accessibilité aux données Réseau collégial	Orienter, conseiller et soutenir l'équipe chargée de l'optimisation de la reddition de comptes et de l'accessibilité aux données à l'égard du réseau collégial; Donner son avis sur les documents et outils préparés par cette équipe dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail; Assurer une diffusion dans le réseau collégial de l'information relative aux travaux du chantier sur la reddition de comptes et l'accessibilité aux données	<ul style="list-style-type: none"> • Fédération des cégeps • Fédération des cégeps • Fédération des cégeps • Cégep Limoilou • Collège Ahuntsic • Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu • Collège de Maisonneuve • Nathalie Parenteau, Sous-ministre adjointe à la performance, au financement, aux interventions régionales et au soutien à la gestion • Jean-François Constant, Directeur général des politiques et de la performance • Éric Fournier, Directeur général du financement • Yannick Rousseau, Directeur général représentant le secteur de l'accessibilité aux études, des infrastructures et des ressources informationnelles • Marc-André Thivierge, Directeur général représentant le secteur du développement et du soutien aux réseaux • Bruno Joseph Forand, Conseiller stratégique au Bureau de la sous-ministre adjointe à la performance, au financement, aux interventions régionales et au soutien à la gestion • Imène Cherti, Coordinatrice de la planification stratégique et de la reddition de comptes, secrétaire du comité directeur 	Aucun
Comité MES - Réseaux pour le montant forfaitaire aux étudiants (MFE)	Ce comité a été mis en place pour effectuer le suivi du déploiement du montant forfaitaire pour les étudiants pour compenser les effets de la pandémie aux trimestres d'automne 2020 et d'hiver 2021	<ul style="list-style-type: none"> • Nathalie Parenteau, Sous-ministre adjointe à la performance, au financement, aux interventions régionales et au soutien à la gestion • Éric Fournier, Directeur général du financement • Marie-Claude Moreau, Directrice des systèmes de mission et du développement • Ingrid Barakatt, Directrice de l'accès à l'information et des plaintes • Sonia Savard, Directrice 	

		<p>du développement et de l’entretien des systèmes</p> <ul style="list-style-type: none">• Yanick Pouliot, Directeur de la stratégie, des orientations et de l’architecture• Jean-René Chalifour, Chef de service du soutien interordres et de la sanction des études collégiales• Zeljka Ristic, chargée de projet, Direction des projets, du financement et soutien au réseau• Pascal Dufour, Service du soutien interordres et de la sanction des études collégiales• Jean-Pierre Roy, Chef d’équipe, Direction du développement et de l’entretien des systèmes• Thien-Kim Nguyen, coordonnatrice du service des relations avec la clientèle -1• Julie Giraudias, coordonnatrice, Direction des systèmes de mission et du développement• Alexandra Alain-Gagnon, Chef de service par intérim du service de recouvrement• Concordia University• Concordia University• BCI• Revenu Québec• Cégep Edouard-Montpetit• Université de Montréal• Cégep John Abbott• Cégep Limoilou• Revenu Québec	
--	--	---	--

Comité tactique MES-Réseau – Programme de bourses Perspectives Québec	Créer un espace de collaboration entre les parties prenantes du MES et les réseaux d’enseignements universitaire et collégial. Les travaux visent à concourir la mise en œuvre du programme de bourses et de la solution informatique pour l’administrer	Jean-François Constant (MES-DGPP) Éric Fournier (MES-DGF) Esther Blais (MES-DGAC) Christina Vigna (MES- DGAUI) Martin Baron (MES-DGAFE) Véronique Turmel (MES- DAFE) Marie-Claude Moreau (MES- DSMD) Sonia Savard (MES-DDES) Yanick Pouliot (MES-DSOA) BCI VRAA/VRAF Fédération des cégeps ACPQ Registres universités Registres collèges Manon Poulin (MES-DPFSR) Au besoin: Jean-Pierre Roy (MES-DDES) Au besoin: Francis Bédard (MES-DEPBP)	Aucun
--	---	--	-------

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

Les membres qui participent aux réunions du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études ne reçoivent aucun honoraire.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

Chaque année, la Commission fait appel à des experts qui proviennent en majorité des collèges et du milieu socioéconomique afin de l'aider dans la réalisation de ses opérations d'évaluation, notamment pour participer aux travaux des comités de visite des établissements et des comités consultatifs mis sur pied, comme le prévoit sa loi constitutive. Ces experts agissent à titre bénévole et ne reçoivent donc aucun honoraire. La Commission défraie leurs dépenses de déplacement (transport, logement et repas) selon les dispositions de la Directive concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par des organismes publics.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec compte quelques comités comportant des membres provenant de l'extérieur de l'organisation. L'ITHQ ne leur verse aucun honoraire.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) Il y a eu 20 stagiaires au Ministère entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022.
- c) La rémunération totale déboursée pour les stagiaires est de 86 367,84 \$.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectuées;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière n'a reçu aucun stagiaire en 2021-2022.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

Aucun stage n'a été effectué au cours de l'année financière 2021-2022.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;
- b) Heures de stages effectués.
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) Nombre de stagiaires reçus :
 - En 2021-2022, l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec a reçu trois stagiaires qui ont été rémunérés.
- c) Rémunération totale déboursée :
 - 10 652 \$

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

RÉPONSE

Le ministère de l'Enseignement supérieur n'a perçu aucune amende pour l'année 2021-2022.